

SNCF, les mots de trop du Premier ministre

Les attaques contre les services publics ne datent pas d'hier.

Depuis l'arrivée de Macron et son équipe aux affaires, elles prennent cependant une nouvelle dimension.

Les plans de privatisations rampantes s'accélèrent dans les hôpitaux, la SNCF, l'enseignement, la poste...

Il faut s'attendre à ce qu'à l'occasion des prochains mouvements sociaux reflleurissent la sempiternelle litanie sur les grévistes contre « les usagers pris en otages », les « corporatismes » contre « l'intérêt général », les « privilégiés » contre les « travailleurs méritants ».

Pendant ce temps, la vraie question centrale est escamotée : la place des services publics dans notre société.

L'invocation sans cesse renouvelée de la « modernisation » et des « réformes » cache en vérité un conservatisme déguisé, maquillé. La modernisation et les réformes sont nécessaires, indispensables.

Mais de quelles modernisations et de quelles réformes le pays a besoin ?

Le gouvernement annonce des prétendues « concertations » mais arrive aux négociations avec une copie ficelée en refusant d'examiner les réformes proposées par les syndicats, particulièrement celles avancées par la CGT.

Des propos inquiétants

Lundi matin, Edouard Philippe a affiché la couleur à la manière Valls : les ordonnances seront utilisées pour faire passer le projet scélérat sur le transport ferroviaire.

Le Premier ministre a conclu son allocution par quelques phrases assassines étrangement passées sous silence dans les médias.

Je le cite:

« Si certains sujets s'enlisent au cours des concertations en pâtissant de tentatives d'obstruction ou de rapports de forces verrouillées, si certains

tentent de confisquer le débat ferroviaire pour le pervertir en un débat idéologique, alors le gouvernement prendra ses responsabilités. »

Quelques mots rapidement prononcés, véritable chantage et une menace qui veut dire : si vous renâchez et tardez à accepter nous passerons outre et vous écraserons.

Quelques mots révélateurs de la volonté du gouvernement de dialoguer à sa manière, c'est à dire à la schlague.

Il faut faire connaître ces mots du Premier ministre mystérieusement disparus dans les comptes rendus officiels et coupés dans les bulletins d'information des radios et télévisions.

Livrer les services publics au marché

Le gouvernement veut faire vite.

La réplique des salariés, des retraités et des citoyens sera-t-elle à la hauteur des mauvais coups en préparation?

Une sacrée fessée s'impose.

Le pouvoir, droite et pseudo gauche réunies, souhaite un service public asservi aux règles de la dite « libre concurrence » répondant ainsi aux directives des hiérarques européens qui ont inscrit comme finalité l'accès aux marchés des services publics.

Avec pour objectif : la captation par les groupes privés du plus juteux, laissant à l'Etat le non rentable.

Avec pour résultat la limitation de l'accès aux biens communs les plus vitaux.

Les attaques contre les services publics à la sauce de l'ultralibéralisme, nous en connaissons les résultats. Tenez, pour ne prendre que deux exemples : l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Les dégâts de la privatisation en Europe

En **Allemagne**, le transport ferroviaire en partie privatisé est au plus mal.

Les trains à grande vitesse ?

Pas trop de problèmes, encore que. Mais le reste du réseau comme la S-Bahn, le RER berlinois, il est au bout du rouleau.

Les passagers de la S-Bahn ne sont pas les seuls à souffrir.

Les automobilistes ne sont pas mieux lotis : près de 20% des autoroutes, 41% des nationales et 46% des ponts sont à refaire.

En **Grande-Bretagne**, vingt ans après la privatisation de British Rail, le ferroviaire se détériore à vitesse grand V.

Hausse incontrôlée du prix des billets, trains supprimés, retards, accidents, réduction du personnel conduisent près de deux Britanniques sur trois à souhaiter une renationalisation complète.

Quant au service médical en général et aux hôpitaux en particulier, c'est le désastre.

On savait que les jeunes loups français de la finance et des affaires installés à Londres franchissaient vite fait la Manche lorsqu'ils rencontraient un problème de santé.

Les Anglais désormais font de même notamment en se précipitant à l'hôpital de Calais où depuis leurs fenêtres il peuvent apercevoir les migrants chassés par la police et bloqués à la frontière de leur pays.

Franchement, comme exemple il y a mieux.

José Fort